

RACHID BELLIL,

«Les Algériens n'ont pas conscience de

Des anthropologues algériens comme Rachid Bellil se comptent sur les doigts d'une main. C'est un rescapé de l'équipe de Mouloud Mammeri dont il a bénéficié de la baraka. Ce n'est pas seulement un chercheur qui va occasionnellement «sur le terrain», comme le font la majorité de ses collègues, plus ou moins nouveaux dans le domaine.

Il a carrément passé une partie de sa vie parmi les communautés sahariennes qu'il a

étudiées en contribuant à les rendre visibles ; ceci avec une liberté étonnante par rapport au temps qui lui vient évidemment de sa longue fréquentation du désert. Cela s'appelle aussi de la générosité. Nous nous sommes revus dernièrement au Centre des études andalouses de Tlemcen où il est venu communiquer sur son Anthologie du conte amazigh, en voie d'achèvement. Rachid Bellil est également un intellectuel, foncièrement libre pen-

seur. Même s'il s'est astreint à quelques précautions, dues aux déboires subis durant sa carrière professionnelle en dents de scie. Mais le meilleur de lui reste à venir dans un ouvrage où il va se lâcher.

Un récit, libre et littéraire, de ses errances d'anthropologue né et qu'il dédiera certainement à son frère Malek Bellil, notre confrère et ami disparu, à qui il doit cette idée. Nous croisons les doigts...

Le Soir d'Algérie : Le Mois du patrimoine vient de s'achever. Je ne sais pas si vous vous sentez interpellé par cet événement et si c'en est un pour vous...

Rachid Bellil : Bien sûr que si. Mais il faut dire qu'en tant que chercheur qui porte un intérêt soutenu aux questions de patrimoine (surtout immatériel), je suis constamment préoccupé par ces questions. Je passe une partie de mon temps sur le terrain à essayer de recueillir des données sur ce patrimoine et une autre partie au bureau à les analyser et tenter d'y voir plus clair.

Observez-vous un impact réel sur la société, avec un sens de la préservation et de la valorisation du patrimoine qui s'enracinerait chez nous ?

Pour cette question, la réponse est plutôt négative. Pour parler franchement, la tendance générale est plutôt à l'absence d'intérêt pour ces questions et je dirais même une absence de conscience. Je m'explique : la question du patrimoine ne va pas de soi. C'est un domaine d'intérêt qui se construit, s'élabore avec la participation de différents acteurs : les chercheurs bien sûr mais aussi les membres d'associations culturelles, les enseignants, les représentants des autorités concernées et à différents échelons (national mais aussi local), et enfin des communautés et des individus sensibles à ces questions.

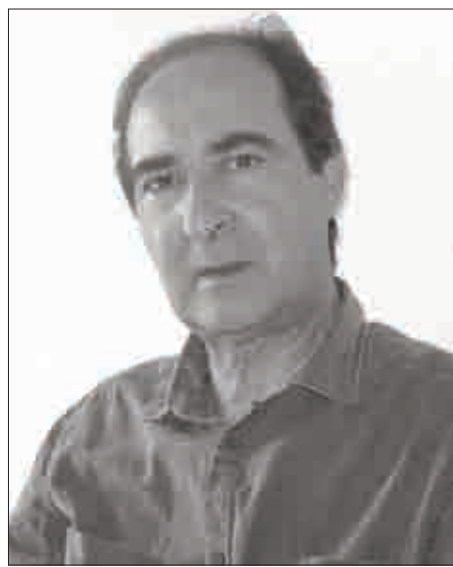
Le mois du patrimoine, c'est très bien, mais cela serait encore mieux si l'on s'y consacrait tout au long de l'année car il y a tellement de choses à faire et l'une des premières concerne la sensibilisation des populations à ces questions par le canal de la presse écrite et de la télévision bien sûr, mais aussi par l'école qui devrait jouer un rôle plus important dans le domaine de la sensibilisation aux questions liées au patrimoine. Plus on apprend jeune et plus on retient et on est conscient des enjeux.

Plus près de vos préoccupations de recherche, vous n'êtes pas sans avoir suivi l'émergence de cette notion de «patrimoine immatériel» et son aboutissement à la création, en 2004, d'un département à l'Unesco (Paris), ayant un pouvoir de classement de tel ou tel objet à vocation universelle...

La notion de patrimoine immatériel est le résultat de longues discussions (et même négociations) entre experts de l'Unesco. Tous ces efforts ont abouti à la rédaction de la convention sur «le patrimoine culturel immatériel», en 2004. Et il faut savoir que l'Algérie a été le premier pays à avoir ratifié cette convention. Quant à la convention sur «la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles» (2005), l'Algérie ne l'a ratifiée qu'en janvier 2015.

Vous qui naviguez dans les immensités sahariennes depuis les années 1970, quel bénéfice y avez-vous effectivement constaté jusqu'à présent pour les pays du Sud, à commencer par l'Algérie ?

Avant cette convention, les chercheurs ne parlaient pas de patrimoine immatériel. On utilisait les termes de littérature orale,



Rachid Bellil.

Photo : DR

de rituels, etc. Cette convention est venue à point pour constituer des éléments assez divers (y compris la langue) en objets d'étude et d'analyse avec toutes les opérations concernant le recueil proprement dit, la description, le classement au niveau régional (directions de wilaya de la culture) et national, la constitution de banques de données, d'inventaires, etc.

Le domaine de la culture immatérielle est maintenant bien constitué aussi bien au plan abstrait (plus ou moins théorique) que

du Centre m'implique dans la relecture et l'amélioration de dossiers établis par d'autres collègues. Cela a été le cas pour la Sebiba de Djanet, l'imzad des Touareg, le teqtar, etc.

Par extrapolation, vous êtes-vous rendu compte, surtout ces dernières années, que le patrimoine classé «universel» en Occident peut s'avérer être un enjeu de pouvoir idéologique et politique entre les mains de puissances occidentales qui peuvent même s'en servir pour justifier des interventions militaires, servant des fins inavouées ?

Toutes les questions liées à la culture ont un prolongement dans les affaires politiques. Il s'agit simplement d'en être conscient. Le classement d'un élément culturel peut avoir des soubassements politiques et diplomatiques qui permettent de renforcer l'influence d'un pays souvent au détriment d'un autre ; cela est évident.

A l'époque où vous étiez encore à la fac, pourquoi le régime craignait-il ces disciplines au point de fermer le département d'ethnologie de la Fac d'Alger en 1972 ?

Oui, j'étais encore étudiant à la Faculté des lettres et sciences humaines d'Alger (Centre). Il y avait encore le système des certificats : sociologie générale, psychologie sociale, économie politique et sociale,

Le mois du patrimoine, c'est très bien, mais cela serait encore mieux si l'on s'y consacrait tout au long de l'année car il y a tellement de choses à faire et l'une des premières concerne la sensibilisation des populations à ces questions par le canal de la presse écrite et de la télévision bien sûr, mais aussi par l'école qui devrait jouer un rôle plus important dans le domaine de la sensibilisation aux questions liées au patrimoine.

concret (avec les différents éléments constitutifs de ce patrimoine clairement identifiés et les acteurs). Ainsi, la fréquentation du terrain (surtout le Sahara) m'a permis d'entrer de plain-pied dans ce domaine de la culture immatérielle tel que défini par la convention de l'Unesco. J'étais habitué à ces questions depuis longtemps.

Vous avez d'ailleurs, je crois, participé à proposer et constituer des dossiers de classement destinés à l'Unesco...

Oui. Une grande partie de mon travail au Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH, Alger) est consacrée à préparer des dossiers pour le classement de certains éléments sur diverses listes consacrées au PCI par l'Unesco.

J'ai ainsi préparé les dossiers de l'Ahellil du Gourara, des pèlerinages à la zaouïa de Sidi Lhadj Belqasem dans la même région et des savoirs et savoir-faire des mesureurs d'eau (*kiyalin el-ma*). Les deux premiers éléments ont été classés et le troisième est en voie de l'être. Par ailleurs, comme j'ai acquis une certaine expérience, la direction

et le quatrième certificat était au choix entre la démographie et l'ethnographie de l'Afrique du Nord. J'avais choisi cette dernière branche et nous étions cinq ou six étudiants à suivre les cours dispensés entre autres par M^{mes} Louisa Yaker, Claudine Chaulet, Fanny Colonna, ainsi que ceux dont je me rappelle, M^s Farès et Mouloud Mammeri. Ce dernier venait de prendre ses fonctions comme directeur du Crape, et c'est comme cela que j'ai commencé à fréquenter le centre et surtout sa bibliothèque. De suite, j'ai été comme happé par la quantité et la qualité d'ouvrages qui traitaient de l'Algérie bien sûr mais aussi des différents pays du Maghreb et du Sahara. Il y avait aussi beaucoup d'ouvrages théoriques qui traitaient de l'ethnographie, de l'ethnologie ainsi que de l'anthropologie sociale, culturelle et politique.

En 1972-1973, il y a eu la réforme de l'enseignement supérieur et en 1974, à l'occasion du XXIV^e Congrès international de sociologie, nous avons eu la surprise d'entendre le ministre en exercice (il s'agissait de Benyahia) prononcer un discours dans lequel il dénonçait durement ces disciplines

Entretien réalisé par
Brahim Hadj Slimane

comme fondamentalement et viscéralement liées au colonialisme. Il fallait donc, selon lui, les abandonner et se tourner vers la sociologie du développement.

Le système des certificats a disparu avec la réforme entraînant l'enseignement de l'ethnologie.

Mais il n'y avait pas de département d'ethnologie, uniquement un certificat. Ajoutons que dans la foulée, la chaire du berbère a été supprimée également.

Mais il faut dire que le Crape a continué de fonctionner bien qu'avec des moyens extrêmement limités.

Décrivez-nous le Crape, lorsque vous l'avez rejoint, son évolution, la purge qu'il a subie...

Pour moi, le Crape c'était d'abord un lieu, un espace avec un jardin, de belles bâtisses (celles du Crape et celle du musée du Bardo), un calme propice à la lecture et à la réflexion et tout ceci tout en haut de la rue Didouche-Mourad. Il y avait ensuite la bibliothèque dont je viens de parler et surtout Mouloud Mammeri qui était surtout connu à l'époque comme romancier. J'avais cependant assisté à la fin des années soixante (j'étais encore lycéen) à une conférence qu'il avait donnée au Centre culturel français sur le poète Si Mohand u M'hand. On comprenait bien que Mammeri s'intéressait à la littérature orale (comme on disait à l'époque) mais aussi à la société et aux transformations qu'elle subissait avec les débuts de la colonisation.

J'ai rejoint le Crape à la fin de 1977 et mes débuts ont été un peu laborieux parce que j'avais travaillé dans plusieurs administrations après mon service national et il me fallait acquérir une nouvelle mentalité ou «habitus», pour parler comme P. Bourdieu que nous lisions de manière assidue à cette époque. Il a fallu du temps pour avoir, en plus du regard de l'Algérois formé entièrement dans la culture occidentale, un autre regard, celui de l'apprenti chercheur qui effectuait de constants va-et-vient entre la capitale et les différentes régions du pays, surtout au Sahara. Mais c'était la période de l'apprentissage dans la solitude, il faut bien le dire, car il y avait peu d'apprentis chercheurs de ma génération qui se consacraient à ces domaines. Je voudrais évoquer ici Aïssa Ouitis et ses études sur les phénomènes liés à la religion dans le Sétifois, mais il est très vite parti en France et n'en est plus revenu, comme beaucoup d'autres. Moi, je me suis accroché et j'ai appris que pour faire aboutir une recherche, il fallait beaucoup de ténacité et surtout une certaine fidélité envers soi-même.

Mouloud Mammeri a été mis à la retraite en 1979 (il venait d'avoir soixante ans, je crois) et très rapidement nous avons senti qu'une période de la vie du Crape était en train de s'achever.

Personnellement, j'étais aussi assistant en sociologie rurale à l'Institut national d'agronomie (El-Harrach) et on a mis fin brutalement à mon contrat en 1981.